

Nicolas Maduro président du Venezuela.

Caracas, 14 avril – Au cours de la nuit, depuis Miraflores, Nicolas Maduro a appelé tous les Vénézuéliens à travailler ensemble après avoir pris connaissance de l'annonce du Conseil National Electoral du fait qu'il avait gagné les élections présidentielles avec 50,66% des voix contre 49% pour Henrique Capriles.

Il a expliqué le sabotage de l'économie du pays, en particulier les coupures d'électricité et la guerre psychologique à laquelle a été soumis le peuple pour éviter son triomphe mais il a déclaré que le peuple vénézuélien avait su affronter cette guerre et que son triomphe électoral avait été juste, légal, populaire et constitutionnel, affirmation reçue par des cris de « Ils ne reviendront pas », de la part des chavistes réunis à Miraflores pour célébrer ce triomphe électoral.

Cette Constitution, inspirée par le géant Hugo Chavez qui continue d'être vaincu et de gagner des batailles avec l'aide de ce peuple rebelle et patriote, stipule que c'est le Pouvoir Electoral qui régit le processus, convoque et organise. Il a rappelé qu'il avait dit hier et aujourd'hui : « Si je gagne d'une voix, j'ai gagné, si je perds d'une voix, je rends immédiatement le pouvoir par respect pour cette Constitution. Et maintenant que la volonté du peuple est dite, nous sommes les garants de cette Constitution. »

Il a révélé qu'ils avaient reçu une demande du candidat de l'opposition pour discuter, demande à laquelle il avait accédé « parce que nous sommes des hommes de dialogue » et que Capriles lui avait expliqué sa façon de voir les choses et lui avait dit la vérité : « Il y a un résultat, tu sais lequel, et il y a une Constitution ».

Il a ajouté que le candidat de l'opposition lui avait proposé d'envoyer les chefs des deux campagnes au Conseil National Electoral pour faire un pacte et qu'il avait répondu « non » parce qu'il l'avait déjà dit publiquement « j'ai gagné de pratiquement 300 000 voix et c'est la décision du peuple : 7 500 000 hommes et femmes que je dois respecter de même que je respecte les 7 200 000 qui ont voté pour lui ».

« Sachons respecter les résultats, appelons à la paix, à la tolérance, au respect des institutions et au respect des résultats, » a-t-il dit en même temps qu'il précisait « qu'on fasse tous les contrôles qu'on veut, quoi que cela soit stipulé et se fasse à 54% car le Venezuela est l'unique pays du monde qui le stipule dans ses lois. J'ai dit au CNE qu'ils commencent les vérifications pour qu'il n'y ait pas de doutes sur les résultats », a déclaré le président, soulignant que l'on doit respecter la démocratie, le pouvoir de la majorité qui a dit que Nicolas Maduro a gagné.

Il a rappelé, en outre, que voilà trois mois, le candidat de l'opposition avait gagné le gouvernement de Miranda pour deux points et que cela avait été accepté.

« Je reconnais et je respecte les votes de l'opposition et j'appelle au respect de la majorité du peuple qui nous a fait gagner 17 des 18 élections qui ont eu lieu en 14 ans. » Il a rappelé aussi, lors de la consultation sur la réforme de la Constitution, il avait manqué 20 000 voix pour qu'elle soit approuvée et que le Commandant Chavez avait respecté cette décision.

« Nous avons une différence fondamentale, je respecte tes critères, respecte les miens », a déclaré Maduro à son adversaire mais il a averti que maintenir le pays en suspens pendant des semaines était dangereux et c'était se moquer de la majorité. Il a fait

référence à des élections dans d'autres pays, Mexique, Etats-Unis, où les différences de voix furent moindres et où les résultats avaient été respectés.

Il a assuré qu'il allait construire un pays de prospérité, d'union et d'amour pour tous et a appelé le peuple bolivarien à la paix et tous les Vénézuéliens à ne pas tomber dans les provocations : « Que personne ne crée de provocations, paix, paix, paix, » a redit Nicolas Maduro.

Il a dit que la vie continue, que la construction de la patrie bolivarienne continue et que la construction du Plan de la Patrie entrait dans une nouvelle phase d'accélération et de développement, indiquant que les analyses qui se feront à partir de demain doivent se faire sur la façon d'avancer vers le futur, ce que l'on doit proposer et non pas s'enliser dans un débat qui provoquerait de gros dégâts.

« Le débat, a-t-il dit, doit se passer dans les quartiers, dans les usines, dans le peuple, sur ce que l'on doit faire dans ce pays pour être les héritiers de l'homme qui nous a donné l'indépendance. »

(source Juventud Rebelde, 14 avril 2013  
traduction Gaston Lopez)